

## **LA POLITIQUE DES VISAS : DISCRIMINATIONS ET INJUSTICE**

Entre 2021 et mars 2022, 23 % des demandes de visas, par des citoyen(ne)s des pays du Maghreb, auraient été refusées en guise de sanction parce que ces pays refusent de rapatrier leurs ressortissant(e)s en situation de sans-papiers. Ainsi, au prétexte de lutter contre l'immigration irrégulière, le ministre de l'Intérieur\* et les autorités françaises ne s'embarrassent même plus du caractère discriminatoire de cette décision, qui n'est rien d'autre qu'une punition collective, injuste, visant indistinctement tous les Algérien(ne)s, les Marocain(ne)s ou les Tunisien(ne)s.

Par suite, les Maghrébin(e)s qui souhaitent voyager pour tourisme, pour études, pour affaires ou pour raisons de santé ou familiale, en sont purement et simplement exclu.e.s.

Ces mesures, qui s'attaquent en fait aux échanges humains entre les peuples, produisent a contrario des effets dramatiques en poussant des milliers de jeunes et moins jeunes (hommes, femmes et même enfants) à emprunter des traversées en mer Méditerranée au risque de leur vie.

Elles relèvent d'un chantage inadmissible, déshonorant, et qui plus est portant atteinte à un droit humain essentiel : la libre circulation des personnes, y compris de celles et ceux ayant leurs attaches, tant en France que dans les pays du Maghreb. Un chantage moralement inacceptable car s'appuyant sur une décision discriminatoire et bafouant un principe d'égalité citoyenne. Ainsi, des Françaises et des Français originaires des pays du Maghreb qui souhaitent faire venir leurs parents pour visites, pour affaires ou pour des raisons de santé se voient, eux aussi, privés d'un droit fondamental.

Prétendre lutter contre l'immigration irrégulière en restreignant aussi drastiquement le nombre de visas à des citoyen(ne)s est d'autant plus inadmissible que cette décision politique erronée ne résoudra rien sauf à caresser dans le sens du poil les thèses les plus extrémistes et xénophobes en France et celles des partisans d'une « Europe forteresse ».

Elle est encore plus scandaleuse quand on sait –pour ne prendre que le cas de la Tunisie -, que plus de 39 000 ingénieurs et 3 300 médecins auraient quitté le pays depuis 2015 et ont été accueillis à bras ouverts en Europe.

Ce flux massif de compétences (techniques, médicales et paramédicales) affecte gravement tous les secteurs d'activité, surtout le secteur de la santé publique, et accentue les carences et les inégalités dans les régions les moins développées dans tous les pays du Maghreb.

Demander aujourd'hui, un visa auprès des autorités consulaires françaises ou européennes (espace Schengen) de l'un des pays du Maghreb, est un véritable parcours du combattant et, le plus souvent, une humiliation supplémentaire pour l'immense majorité de celles et ceux qui en font les démarches. Outre les délais d'attente de plusieurs semaines, voire de deux mois ou plus, pour obtenir un rendez-vous, tout est fait pour y faire obstacle et, au final, les refus sont la règle. Sans compter que les démarches sont extrêmement coûteuses et, évidemment, sans remboursement en cas de refus.

Voilà pourquoi, nous associations, maghrébines des deux rives et associations citoyennes européennes et françaises ne pouvons accepter un tel diktat et une injustice aussi flagrante. Nous demandons aux autorités françaises et aux pays européens de revenir sur ces mesures discriminatoires — nous, associations de migrants et de solidarité, qui avons depuis toujours combattu l'instauration du système des visas, et qui assistons aujourd'hui à une régression supplémentaire qui instaure des mesures discriminatoires insupportables.

**Nous appelons toutes les forces démocratiques et la société civile en France, en Europe comme dans les pays du Maghreb, à se mobiliser pour dénoncer cette politique.**

\* Déclaration de Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur français, à ce sujet (septembre 2021) :

[https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/immigration-la-france-durcit-les-conditions-d-obtention-des-visas-a-l-egard-du-maroc-de-l-algerie-et-la-tunisie\\_4787117.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/immigration-la-france-durcit-les-conditions-d-obtention-des-visas-a-l-egard-du-maroc-de-l-algerie-et-la-tunisie_4787117.html)

Paris, le 15 septembre 2022

Pour soutenir cet appel :

<http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/2022/09/14/la-politique-des-visas-discriminations-et-injustice/>

**Premières organisations signataires :**

Action Jeunesse FMAS - Maroc

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - France

APEL-Egalité - Algérie/France

Asbl Na'oura - Belgique

Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT) - France

Association Adala pour le droit à un procès équitable - Maroc

Association d'aide aux migrants (AMSV) Oujda - Maroc

Association Bâtir l'information et le développement - Tunisie

Association Beity - Tunisie

Association Citoyenneté et liberté (ACL) - Tunisie

Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)

Association des deux rives (ADR) - France

Association Khamsa Solidaire Ici et Ailleurs - France

Association Dignité aux droits et aux libertés - Tunisie

Association Eau énergies pour tous (ASEET) - Maroc  
Association des étudiants nord-africains de France (ENAF)  
Association des familles des disparues et prisonniers sahraouis (AFAPREDESA)  
Association Femmes plurielles (AFP) - France  
Association Femmes pour l'égalité et la démocratie (AFED) - Maroc  
Association Hassen-Saadaoui pour la démocratie et l'égalité (AHSDE) - Tunisie  
Association Mains libres (AML) - Maroc  
Association ASTICUDE - Maroc  
Association des Marocains en France (AMF) - France  
Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) - Maroc  
Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)  
Association tunisienne de défense des valeurs universitaires (ATDVU) - Tunisie  
Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) - Tunisie  
Association tunisienne de lutte contre la violence (ATLV) - Tunisie  
Association tunisienne de soutien des minorités (ATSM) - Tunisie  
Association Nachaz-Dissonances - Tunisie  
Asswat Nissa - Tunisie  
ATP - Tunisie  
Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM) - France  
Coalition tunisienne Dignité et reconnaissance - Tunisie  
Collectif Algérie droit devant (CGADD) - Algérie  
Collectif associatif pour l'observation des élections (CAOE) - Maroc  
Collectif Debout l'Algérie  
Collectif Droit à la santé (CDSM) - Maroc  
Collectif Libérons l'Algérie  
Collectif marocain pour la justice climatique (CMJC) – Maroc  
Comité pour le patrimoine et le développement (CPD) - Palestine  
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT) - Bruxelles  
Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) - France  
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (Yakadha) - Tunisie  
Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)  
Confédération générale de travail (CGT) - Maroc  
Coordination des organisations maghrébines de droits de l'Homme (CMODH)  
E-Joussour Portail Maghreb/Machrek - Maroc  
Euro-Mediterraan Centrum Migratie & Ontwikkeling (EMCEMO) - Pays-Bas  
Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR) - Tunisie/France  
Forum des alternatives Maroc (FMAS) - Maroc  
Forum civil démocratique marocain (FCDM) - Maroc  
Forum marocain pour la vérité et la justice (FMVJ) - Maroc  
Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) - Tunisie  
Groupe Tawhida Ben Cheikh – Tunisie  
Institut du Caire pour les études des droits de l'Homme (CIHRS)  
Initiative Mawjoudin pour l'égalité - Tunisie  
Joussour de citoyenneté - Tunisie  
Le Pont de Genève - Tunisie/Suisse  
Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) - Algérie  
Ligue des électrices tunisiennes (LET) - Tunisie  
Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) - Tunisie  
Mountada Ettajdid - Tunisie  
Organisation du martyr de la liberté Nabil Barakati - Tunisie

Réseau Maroc des euromed ONGs  
Réseau tunisien pour la justice transitionnelle - Tunisie  
Riposte internationale - Algérie/France  
Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) – Algérie  
Tharwa n’Fadhma n’Soumeur - Algérie  
Union des diplômés chômeurs (UDC) - Tunisie  
Union générale des étudiants de Tunisie (UGET)  
Union générale tunisienne du travail (UGTT) - Tunisie  
Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT) - France

**Avec le soutien de :**

**ASSOCIATIONS**

Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) - France  
Association italienne de loisirs et de culture (Associazione ricreativa culturale italiana) (ARCI) - Italie  
Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) - France  
Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) - France  
Cimade - France  
Collectif régional pour la coopération Nord-Sud-Ile de France (CIBELE)  
Droit au logement (DAL) - France  
Droit Devant (DD) - France  
Droits Ici et Là-bas - France  
Europe solidaire sans frontières (ESSF) - France  
Fédération des associations de solidarité avec tous.te.s les immigré.e.s (FASTI)  
Fédération nationale de la Libre pensée (FNLP) - France  
Femmes Egalité - France  
Fondation Copernic - France  
Fondation Frantz-Fanon - France  
Groupe accueil et solidarité - France  
Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) - France  
Initiatives pour un autre Monde (IPAM) - France  
International Institute for Nonviolent Action (NOVACT) - Espagne  
Irídia-Center for the Defense of Human Rights - Barcelone, Espagne  
Ligue des droits de l'Homme (LDH) - France  
Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP) – France  
Réseau Euromed France (REF) - France  
Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL) - France  
Solidarité internationale LGBTQI - France  
Union juive française pour la paix (UJFP) - France

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Euromed Droits (Réseau)  
Fédération international des droits de l'Homme (FIDH)  
No-Vox International  
Réseau Migreurop

**SYNDICATS**

Confédération générale du travail (CGT) - France  
Union syndicale Solidaires - France

Union nationale des étudiants de France (UNEF)

**PARTIS**

Europe Ecologie les Verts (EELV) - France

Mouvement Ensemble (France)

Mouvement des progressistes (MDP) - France

Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - France

Parti communiste français (PCF)

Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)

Pour une écologie sociale et populaire (PEPS) - France